

Le Devoir

Actualités, mercredi, 21 décembre 2011, p. A2

Règlement sur les eaux - Des écologistes voient d'un bon oeil le plan de Québec

Louis-Gilles Francoeur

«Enfin, Québec commence à rattraper son retard par rapport à l'Ontario, au Nouveau-Brunswick et à la Nouvelle Écosse en matière de protection de ses sources d'eau potable!»

C'est en ces termes qu'a réagi hier Pierre Dépôt, porte-parole de l'Association des propriétaires riverains du lac Bowker en Estrie. C'est ce petit groupe écologiste dédié à la protection des lacs et des berges qui a animé au Québec le débat sur la protection des sources d'eau potable depuis des années. Mais, explique Pierre Dépôt, il faudra attendre que Québec fasse connaître sa «stratégie de protection et de conservation des sources d'eau» pour savoir avec précision quelles activités il entend interdire ou contrôler dans les trois aires de protection que son projet entend créer autour des prises d'eau potable.

Vérification faite hier, le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP) devrait publier prochainement plusieurs éléments de sa stratégie globale sur la protection des sources d'eau potable.

Par exemple, explique l'écologiste, cette stratégie devra définir si les moteurs à essence de bateau seront bannis dans la zone de protection de 300 mètres autour des prises d'eau situées dans les lacs et cours d'eau. Autre question: est-ce que les municipalités, qui auront l'obligation d'identifier et de contrôler les risques de contamination de leurs sources d'eau potable dans leur plan de protection, auront l'obligation de faire approuver ce plan par le ministère?

Comment le ministère va-t-il gérer les situations complexes, comme celles du lac Bowker, qui dessert des municipalités en eau potable qui ne sont pas situées dans sa propre MRC? Enfin, le ministère, ajoute-t-il, devra aussi préciser dans quelle mesure la construction de résidences sera ou non permise dans les différentes zones pour éviter les risques de contamination, ce que le règlement ne précise pas.

Globalement, explique Pierre Dépôt, le fait que le Québec se lance dans la protection de ses sources d'eau potable ne peut que réduire les risques de contamination et les coûts pour la société. Mais il déplore que le projet de règlement soit muet sur la possibilité d'avoir des exigences beaucoup plus strictes dans le cas de villes qui sont présentement exemptées de traiter leur eau brute en raison de leur qualité exceptionnelle.

Quant aux exigences édictées pour la géothermie en sol, certains groupes se demandaient hier si elles n'allaient pas décourager l'implantation de cette filière méconnue au Québec. Pour Serge Bergeron, un ingénieur de la firme Kelvin Emtech, les exigences du ministère intègrent tout simplement les règles de l'art et les normes déjà appliquées par cette industrie.